

④

電信課長

大臣

次官

亞細亞

歐米

通商

條約

情報

文化

人事

文書

會計

寫送先

昭和7 一七九一七 平

海牙 本省

十一日後發 八月十二日前着

條三

内田外務大臣

松永公使

第二七號

「メーメル」問題訴訟ニ關シ今十一日國際司法裁判所ハ左ノ如キ判決ヲ下シ事件訴訟ハ附託事項第四及第六ノ二點ヲ除キ「リトアニア」側ノ勝訴ニ歸シタリ

(一)「リトアニア」國主權ヲ害スルコトアルヘキ行政府長官ノ重大ナル「メーメル」條約及附屬書違反ノ行爲アリタル場合「メーメル」地域知事ハ他ニ方法ナキ時ハ國家利益保全ノ手段トシテ長官ヲ罷免スルノ權利ヲ有ス能免ハ(二)長官ノ他ノ行政府委員ノ職務停止ヲ當然

外務省

件ヲモノニ非ス(三)本年二月六日ノ「ベツチエル」長官罷免ハ其行ハレタル狀況ニ照ラシ正當ナリ(四)附託事項第五及第六ノ二點ニ關スル「リトアニア」側異議(「リトアニア」政府第二次答辯書參照)ハ之ヲ棄却ス(五)「シマイチス」氏ヲ長官トスル行政府ノ組織ハ其行ハレタル狀況ニ照ラシ正當ナリ(六)三月二十二日ノ「メーメル」代議院解散ハ不當ナリ

尙裁判所ハ其判決理由中ニ於テ前記第六「メーメル」代議院ノ解散ヲ不當トスルノ解決ハ現在ノ代議院選舉ノ結果ヲ無効トスルノ趣旨ニ非スシテ四國政府ノ意見ハ將來ニ對シ「メーメル」基礎法解釋ノ標準ヲ得ントスルニアルモノト認メタル旨述ヘ居レリ全文郵送ス

佛、獨、聯盟ニ轉電シ英、伊ニ郵送セリ

外務省

B-0270

條約局

普通第三品

昭和七年八月十二日

在蘭

特命全權公使

松永直吉

外務大臣伯爵内田康哉殿

圖書保存入
20
18
20

「メーメル」問題訴訟判決書送付件

八月十一日常設國際司法裁判所、本件訴訟の
判決を下シタル次第ハ不取敢電報致置キタルカ右判
決書別紙五部送付ス此致電相成度
本信字送付先

在英佛埃伊大使聯盟事務局長

在蘭日本公使館

機密、聯本公第四二〇番

昭和八年十月二十三日

在巴里

國際聯盟帝國事務局長代理伊茲

外務大臣 廣田弘毅殿

「メーメル」問題訴訟件

本年七月十一日「リスピア」國政府、公布シタル裁判所構成法、「メーメル」系
伯達及内閣、先般未日英佛、伊四國專門家間、於「研究會」
ナリ知今般別席席書、如キ意見書、作成シ見タル件、右何事ナ
参考迄ニ送付ス

尚本件、件ナリ近ク四國專門家ト「リスピア」國代表者ト間ニ意見、交換

國際聯盟帝國事務局

B-0270

ヲ行フコト、為シタル如キ帝國政府トシテ、大體英・佛・伊・三國政府ノ態度ニ順
應シテ措置スルヘシトハ存セラルモ、本佛・國ノ何等カモ見エラレザル由
相成ク度シ

國際聯盟帝國事務局

B-0270

tribunal memlois territorialement compétent, la loi memloise lui substituait une juridiction unique pour l'ensemble de la République selon l'indication énoncée dans l'Aide-Mémoire du 15 Septembre 1931. En appliquant le premier procédé l'article 17 de la loi lithuanienne qui donne au Ministre de la Justice lithuanienne le droit de désigner parmi les tribunaux de région lithuaniens ou les tribunaux d'arrondissement lithuanien celui qui connaît de certaines infractions commises dans le Territoire de Memel paraît incompatible avec les dispositions du Statut sur l'autonomie judiciaire de ce territoire.

judiciaire", que, sauf certaines réserves, celle-ci "est attribuée entièrement aux tribunaux du Territoire" et que, sauf exception, ceux-ci "sont compétents pour toutes les infractions commises sur le "Territoire de Memel".

Aucun argument nouveau, aucune considération tirée de l'arrêt de la Cour ne justifie l'abandon de cette interprétation du Statut qui fait apparaître comme incompatible avec celui-ci le principe dont s'inspire l'article 420 de la loi lithuanienne.

- VI -

Quant aux exceptions à la compétence des Tribunaux du Territoire qu'énonce l'Article 420, on présume que l'exception concernant les délits commis par les fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions doit s'interpréter comme se limitant aux fonctionnaires de la République et non aux fonctionnaires du Territoire. Son extension à ces derniers serait incompatible avec le Statut.

On présume également que l'exception visant les affaires relevant de la compétence des tribunaux militaires est limitée, conformément à la Constitution lithuanienne, aux poursuites contre les militaires et au cas d'état de guerre (ou état de siège). Hors de ces limites cette exception pourrait conduire à des empiètements sur l'autonomie judiciaire du Territoire.

Il y a lieu d'ajouter que des exceptions à la compétence des Tribunaux du Territoire seraient plus facilement compatibles avec le Statut si, au lieu de substituer un tribunal ordinaire lithuanien à compétence territoriale au

Il n'est pas perdu de vue ici que, d'après la décision de la Cour, le Gouverneur de Memel a le "droit de suivre les actes du pouvoir exécutif à Memel, afin de s'assurer que ces actes ne dépassent pas les limites de la compétence des autorités locales, telles que cette compétence est prévue par le Statut, ni qu'ils vont à l'encontre des dispositions de l'article 6 du Statut ou des obligations internationales de la Lithuanie". Il paraît résulter de là que si les actes du pouvoir exécutif à Memel dans l'exercice du contrôle sur les Procureurs rentrent dans les catégories ci-dessus, le Gouverneur serait fondé à intervenir. Mais ce droit d'intervention pour sauvegarder les droits de la Lithuanie appartient au Gouverneur et est exercé vis à vis du pouvoir exécutif à Memel; il n'est pas conféré au Procureur de la Cour Suprême de Lithuanie pour être exercé vis à vis des Procureurs des tribunaux du Territoire.

- V -

L'article 420 met en application l'idée que la compétence des tribunaux du Territoire est limitée aux matières énumérées à l'article 5 du Statut. Cet article entend conférer à ces tribunaux le pouvoir de statuer sur d'autres matières qu'il indique, mais il exprime clairement que c'est là une concession du législateur lithuanien sur laquelle celui-ci reste libre de revenir.

L'article 420 est ainsi en contradiction avec les vues énoncées par les quatre Puissances dans la communication du 21 Mai 1931 et dans l'Aide-Mémoire du 15 Septembre. Elles y ont exposé que "le Statut de Memel établit pas le parallélisme entre l'autonomie législative et la compétence

contrôle politique et administratif devait être exercé à l'égard de ces Tribunaux par un organe du pouvoir exécutif, ce devrait être non par le Ministre de la Justice lithuanienne, mais par le Directeur, celui-ci étant, aux termes de l'article 17 du Statut, chargé d'exercer le pouvoir exécutif dans le Territoire de Memel; ce contrôle devrait alors être réglé par une loi du Territoire. Il va de soi que si, dans l'exercice de ce contrôle, le Directeur agissait à l'encontre des dispositions du Statut ou des obligations internationales de la Lituanie, le Gouverneur pourrait exercer vis-à-vis de lui les pouvoirs que la Cour Permanente de Justice Internationale lui a reconnus par son arrêt du 11 août 1932.

- IV -

h
Selon l'article 268 de la loi lituanienne, les Procureurs des Tribunaux du Territoire de Memel qui ne se conforment pas aux instructions ou demandes du Procureur de la Cour Suprême de Lituanie, seront pris en accusation devant la Cour disciplinaire pour les Juges. Cela implique que les Procureurs de Memel sont subordonnés au Procureur de la Cour Suprême et que celui-ci peut leur donner des ordres sur tout ce qui rentre dans l'exercice de leurs fonctions.

Selon le Statut, le Territoire de Memel jouit de l'autonomie tant administrative que judiciaire sauf les limites résultant du Statut ou de la décision rendue par la Cour permanente de Justice Internationale. Par suite, que le contrôle des Procureurs soit considéré comme une fonction administrative ou qu'il soit considéré comme une fonction judiciaire, il doit être aux mains des autorités locales de Memel. Il apparaît ainsi que l'article 268 est en contradiction avec le Statut.

10 octobre 1933

L'examen de la loi lithuanienne sur l'organisation judiciaire publiée au Journal Officiel lithuanien du 11 juillet 1933 et sa comparaison avec les dispositions du Statut de Memel ont conduit à faire les observations suivantes.

- I -

Il doit être entendu que dans l'exercice du pouvoir à lui conféré par l'article 26 de statuer sur des conflits de compétence affectant les Tribunaux du Territoire de Memel ou les administrations locales de ce Territoire, le Tribunal Suprême de Lituanie doit se conformer aux dispositions du Statut de Memel et que toute infraction de sa part à ce Statut pourrait donner lieu à l'application de l'article 17 de la Convention relative à Memel signée à Paris le 8 Mai 1924.

- II -

Pour être conciliables avec le Statut de Memel, l'article 79 de la loi lithuanienne visant la surveillance exercée par les Présidents des tribunaux et l'article 80 concernant les visites à effectuer par les Présidents des tribunaux d'arrondissement et de la Cour d'Appel doivent être interprétés comme ne s'appliquant pas aux Tribunaux du Territoire de Memel.

- III -

Le contrôle du fonctionnement de tous les tribunaux dont le Ministre de la Justice est investi par l'article 78 de la loi lithuanienne ne saurait être entendu comme s'étendant aux Tribunaux du Territoire de Memel. Si un

歐米局
普通第五二號

第一

昭和九年二月廿八日

在獨

特命全權大使 永井 松三

外務大臣 廣田 弘毅 殿

條約局



「リスアニア」ノ「メーメル」自治權毀損ニ

對スル獨逸政府抗議ニ關スル件

本年二月八日「リスアニア」政府ハ「國民及國家ノ保護ニ關スル法律」ヲ發布セル處右法律ハ「國家及國民ノ利益ニ一致セサル一切ノ行爲」ヲ處罰スルト共ニ本法律ニ對スル違反事件ヲ「コヴノ」ニ於

在獨日本大使館

ケル控訴裁判所ノ管轄タラシメタルノミナラス何人モ政府ノ措置ニ關シ「當該官憲ノ許可ナクシテ」外國ニ異議ヲ提出スルコトヲ得サルモノトシ以テ事實上「メーメル」住民ノ「メーメル」協約締結國又ハ國際聯盟理事國ニ對スル請願權ヲ奪ヘリ
右ニ對シテハ獨逸政府ハ之ヲ以テ「メーメル」ノ自治權ヲ毀損スルモノナリトシ二月二十三日在「コヴノ」獨逸公使ヲシテ「リスアニア」政府ニ抗議セシメタルカ Frankfurter Zeitung ノ言フ所ニ依レハ英佛伊三國公使モ本件法律カ「メーメル」ノ自治權ニ反スルコトニ關シ既ニ同政府ニ申入ヲ爲シ居ルノミナラス獨逸政府ハ「リスアニア」政府ニ對スル抗議ト共ニ英佛伊三國政府ニモ本問題ニ關シ申入ヲ爲ス所アリタル趣ナルカ當國新聞ハ英佛伊及日四箇國ノ保障セ

在獨日本大使館

B-0270

ル「メーメル」ノ自治ニ付テハ一九三二年八月十一日常設國際司法裁判所ニ依リ其「リスアニア」國主權トノ關係カ確定セラレタルニ拘ハラス同政府ハ右自治ノ破壞ニ組織的ニ努力シ居リ殊ニ最近ニ至リテハ一九三三年六月十日ノ外國人ニ關スル二個ノ法律及同年七月十一日ノ裁判所組織ニ關スル法律ニ依テ「メーメル」ノ獨逸人住民ヲ壓迫シ「メーメル」規約ニ違反セルコトヲ舉ケ今回ノ新法律ハ「リスアニア」政府カ「メーメル」ノ自治ヲ破壞セントスル各種ノ措置ノ一連鎖ニ外ナラストテ同政府ヲ非難シツツアル處二月二十四日外務省筋意見ノ半官發表機關タル外交政治「コレスボンデンツ」ハ本件新法律ハ「メーメル」ニ效力ヲ有スル新刑罰法規及新刑事訴訟手續ヲ定メタル點ニ於テ純然タル形式論トシテモ明カニ「メーメル」

在獨日本大使館

規約ニ違反スルト共ニ其實質トシテハ全ク「メーメル」ニ對スル特別法ナリ本件法律ハ其形態ニ於テハ「リスアニア」全般ニ對シ適用アリト雖モ「國家及國民ノ利益ニ一致セサル一切ノ行爲」ヲ罰スヘキモノト爲シ居レリ然ルニ斯ノ如キ抽象的規定ヲ以テ刑罰ヲ課セントスルハ文明社會ニ類例ナキト共ニ「リスアニア」ハ「メーメル」ノ自治ソノモノヲ國家ノ利益ニ合致セサルモノト看做シ居ルハ既ニ周知ノ事實ニシテ「リスアニア」政府カ本規定ニ依テ何ヲ意圖シ居ルヤハ裁判ノ實際ヲ俟ツ迄モナク明瞭ナリト爲シ「リスアニア」カ刑罰ヲ以テ「メーメル」ノ住民ヲ威嚇シ以テ國際法上ノ不法ヲ國內法上ノ事實タラシメント試ムルハ十年前巴里ニ於テ「メーメル」ノ自治ヲ保障セル國ノ寛容乃至無關心ヲ弄フモノニシテ驚クヘキ所ナ

在獨日本大使館

リト述へ獨逸政府ハ「リスアニア」政府ニ對スル抗議ニ當リ若シ「リスアニア」政府カ本件法律ニ依ル政策ヲ繼續スルニ於テハ獨逸及「リスアニア」間ノ關係ニ當然生セサルヘカラサル結果ニ付「リスアニア」政府ノ注意ヲ喚起シタルハ固ヨリ其所ナリト爲シタルカ他方 Frankfurter Zeitung ハ同様ノ趣旨ヲ論シタル後「リスアニア」ハ從來獨逸及波蘭間ニ存セル紛争ノ零團氣ニ乘シ兩國ヲ操リ居リタルモ右ハ獨逸間ノ平和的了解成立ニ依リ不可能ナラシメラレタルコトヲ指摘シ獨逸平和的了解ノ成立ハ「リスアニア」ヲ狼狽セシメ今ヤ同國ハ國內波蘭少數民族ニ對シテモ益々壓迫的措置ヲ執ルニ至リタル處波蘭新聞カ「リスアニア」ヲ以テ獨逸兩國ニ對シ二面ノ戰線ヲ張り完全ナル孤立ニ陷レルモノナリト評セルハ當レリ「リスアニア」

在獨日本大使館

ア」今日ノ暴力政策ニ付テハ其心理ニ「リスアニア」ハ將來獨逸協定ノ對象物タラシメラルコトアラントノ恐怖カ働キ居ルハ疑ナキ處兩國ノ協約カスル事ヲ意圖シ居ラサルハ言フ迄モナシ獨逸ハ「リスアニア」ノ如キ小國ノ存在ヲ別ニ問題トセサルノミナラス「ヒツトラ」宰相ノ屢々宣言セル通り總テノ他民族ヲ尊重スルモノニシテ獨逸ノ政策ニ何等カ架空的計畫ヲ想像スルカ如キハ當ラストノ趣旨ヲ論シタリ

右報告ス

本信寫送附先 在波蘭公使及在「ラトビヤ」代理公使

在獨日本大使館

第二課

(昭和九年四月四日)

歐米局第一號

昭和九年四月四日

在獨

特命全權大使 永井 松三

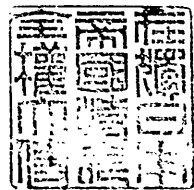
外務大臣 廣田 弘毅 殿

「メーメル」自治權問題ニ關スル「リスアニア」ノ對獨回

答ニ關スル件

「メーメル」ノ自治權問題ニ關シ獨逸政府カ「リスアニア」政府ニ抗議セル件ニ付テハ二月廿八日附普通第五二號ヲ以テ報告ノ通りナル處其後本件獨逸政府ノ抗議ニ對シ「リスアニア」政府ハ三月二十一日附ヲ以テ在「コヴノ」獨逸公使ニ宛テ今回ノ立法ハ「リスアニア」

在獨日本大使館



昭和九年五月三日

「メーメル」自治權問題ニ關スル「リスアニア」ノ對獨回

「メーメル」ノ立法權ヲ以テ當然處理シ得ル事態ニ關スルモノニシテ獨逸ノ抗議コソ國際法上ノ原則並ニ巴里協約ニ何等ノ根據ヲ有スルモノニ非ス該法律ノ對象トスルトコロハ如何ナル國ニ於テモ刑罰ニ處セラハヘキ行爲ニ外ナラズトノ回答ヲ發シタル趣ニシテ右ニ關シ三月二十五日當國政府筋ハ新聞ニ要旨左ノ如キ批判ヲ發表セシメタリ
二月八日附ノ「國民及國家ノ保護ニ關スル法律」ハ「リスアニア」政府ノ從來ノ「メーメル」地方自治權彈壓策中最惡ナル政策ノ表現セラレタルモノト謂フヘク同法律ハ實際上該地方ノ自治權ヲ全然撤廢スルモノニシテ形式上ハ「リスアニア」全體ニ適用セラレルコトトナリ居ルモ實ハ「メーメル」地方ノ獨逸系ノ住民ニ向ケラレタルモノナリ本法律ハ自治權維持ニ關スル言動ハ言フ迄モ

在獨日本大使館

B-0270

ナク單ニ此ノ種ノ意向ヲ有スル場合ヲモ處罰スルコトヲ目的トシ
殊ニ自治地方ノ官吏ノ行動ヲ著シク制限スルモノナリ云々
右前信ニ追加報告ス

本信寫送附先 在波蘭公使及在「ラトヴィヤ」代理公使

在獨日本大使館

歐米局

普通第四九号

昭和九年四月十二日

在ラトヴィヤ

臨時代理公使 田基

外務大臣 廣田弘毅

リスニア國國教保護法獨譯送付件

本年二月八日附ヲ以テ公布セルリスニア國國教保護法
「メメル」地方自治確ヲ侵害スルモノナリトシ獨リ「西國間」
警察ノ目的トナリテ「次」客月十五日附普通第三八
号所報一通「メメル」から「ボルト」所載ノ法律獨譯
文寫何事並「メメル」送付ス

本信寫送付先 在獨大使 在ラトヴィヤ日本公使館

B-0270

31.

Vernehmungen wegen strafbarer Handlungen im Sinne dieses Gesetzes erledigt die Staatsschutzpolizei oder, wenn es nötig ist, die andere Polizei des Staates.

In Prozessen wegen strafbarer Handlungen im Sinne dieses Gesetzes arbeiten die Staatsanwälte, die Amtsgerichte und ihre Gehilfen nur im Auftrage des Staatsanwalts der Appellationskammer.

33.

Wenn der Staatsanwalt der Appellationskammer festgestellt hat, dass die Prozessumstände der strafbaren Handlung im Sinne dieses Gesetzes durch die Vernehmungen genügend geklärt sind, setzt er ohne eine Voruntersuchung die Anklageschrift auf und übergibt die Akten der Appellationskammer.

34.

Wenn die Appellationskammer das ihr vom Staatsanwalt zugewiesene Prozessverfahren eingeleitet hat, ordnet sie die Einstellung der Tätigkeit der im § 24 dieses Gesetzes erwähnten Organisationen und die Einstellung des Erscheinens des im § 25 erwähnten Druckerzeugnisses an.

35.

Die im § 24 dieses Gesetzes erwähnte Organisation hat während der Vernehmungen, der Voruntersuchung und vor Gericht dieselben Prozessrechte wie ein Beschuldigter.

Die Organisation übt dieses Recht durch ihren Vertreter aus.

36.

In Prozessen wegen strafbarer Handlungen im Sinne dieses Gesetzes werden die drei Tage übersteigenden Fristen zur Festsetzung der Handlungen des Staatsanwalts, des Gerichts, des Beschuldigten, des Zivilklägers und des amtlichen Verteidigers herabgesetzt und zwar die Fristen von einer Woche auf drei Tage, der andern um die Hälfte.

37.

Dieses Gesetz gilt vom Tage seiner Veröffentlichung.

A. S m e t o n a , J. T u b e l i s ,
Präsident der Republik. Ministerpräsident.

25.

Wenn die Zuwiderhandlungen gegen dieses Gesetz in einem periodisch erscheinenden Druckerzeugnis erfolgt sind, so werden der Redakteur und der Verfasser des gesetzwidrigen Aufsatzes bestraft. Sind die Zuwiderhandlungen gegen dieses Gesetz in einem nichtperiodisch erscheinenden Druckerzeugnis erfolgt, so wird der Verfasser des gesetzwidrigen Aufsatzes oder, wenn dieser nicht bekannt ist, der Herausgeber des Druckerzeugnisses bestraft.

Das Druckerzeugnis wird beschlagnahmt. Wenn es sich um ein periodisch erscheinendes Druckerzeugnis handelt, wird dieses ausserdem geschlossen.

26.

Die Vorbereitung und der Versuch von Zuwiderhandlungen gegen dieses Gesetz sind strafbar. Sie werden mit der gleichen Strafe geahndet, wie sie für die strafbare Handlung selbst vorgesehen sind.

27.

Wer zu Zuwiderhandlungen gegen dieses Gesetz aufhetzt und Hilfe bei ihrer Ausführung verspricht oder hilft oder auf andere Weise dabei beteiligt ist, wird bestraft, selbst wenn die strafbare Handlung nicht zur Ausführung gelangt ist.

Er wird, wenn die verbotene Arbeit, an der er teilnimmt, ausgeführt wird, mit der Strafe bestraft, welche in diesem Falle für die Zuwiderhandlung selbst festgesetzt ist, und wenn diese verbotene Arbeit nicht durchgeführt wird, bis zur Hälfte der betreffenden Strafe.

28.

Eine bekanntgewordene Absicht von Zuwiderhandlungen gegen dieses Gesetz ist strafbar. Ihre Bestrafung erfolgt mit bis zu einem Drittel der für die Ausführung der strafbaren Handlung selbst vorgesehenen Strafe.

29.

Personen, die auf Grund dieses Gesetzes mit Gefängnis bestraft worden sind, verlieren die gleichen Rechte, wie solche, die mit Zuchthaus bestraft sind.

30.

Für die Prozesse gegen Zuwiderhandlungen im Sinne dieses Gesetzes finden die Artikel 1030 bis 1061 des Strafprozessgesetzes entsprechende Anwendung, soweit durch dieses Gesetz nichts anderes vorgesehen ist.

20.

Personen, die eine Organisation leiten, welche für ihre Tätigkeit ausländische Mittel, Subsidien oder andere materielle Unterstützung in Anspruch nimmt, werden, falls dadurch die Richtung der Organisation gegen die Interessen des litauischen Staates oder der litauischen Nation beeinflusst werden kann, mit einer Geldstrafe bis zu 20.000 Lit oder Gefängnis bestraft.

21.

Wer einer Organisation angehört, deren Bestehen, Ordnung, Zweck oder Tätigkeit der Regierung verheimlicht wird oder an der Tätigkeit einer solchen Organisation teilnimmt bzw. die Tätigkeit der von der Regierung geschlossenen Organisation, oder die von der Regierung unterbrochene Tätigkeit der Organisation fortsetzt, wird mit Gefängnis bestraft.

Falls dieses dem Interesse des litauischen Staates sehr schadet, wird der Schuldige mit Zuchthaus bestraft.

22.

Wer ausländische staatliche oder nationale Flaggen oder die Flaggen von Organisationen, wer Uniformen (Uniformkleidung), Abzeichen oder Gegenstände, welche diese Abzeichen enthalten, anzieht, trägt, ausstellt oder sonst auf irgendeine Weise gebraucht und verbreitet, wird, wenn durch den Gebrauch, die Verbreitung oder den Besitz die Interessen des litauischen Staates geschädigt oder die nationalen Gefühle der Litauer verletzt werden können, mit Geldstrafen bis zu 5000 Lit oder Haft bestraft.

23.

Wer ohne die erforderliche Genehmigung eine Schusswaffe oder ihren Hauptbestandteil, Spreng-, Gift- oder anderes zerstörende oder tödende Material oder die Vorrichtung zu seiner Verwendung oder deren Hauptbestandteil erwirbt, aufbewahrt oder herstellt, wird, wenn dadurch das Leben vieler Menschen, ihre Gesundheit oder ihr Vermögen gefährdet oder das Interesse des litauischen Staates geschädigt werden können, mit Gefängnis oder mit Zuchthaus bestraft.

24.

Wenn die von den Schuldigen begangenen Zuwiderhandlungen gegen dieses Gesetz gleichzeitig auch die Tätigkeit oder die Folgen der Tätigkeit einer Organisation nichtöffentlichen Rechts darstellen, so wird diese Organisation geschlossen und ihr Eigentum kann beschlagnahmt werden.

Tätigkeit propagiert, die den Interessen des litauischen Staates oder der litauischen Nation schaden kann, wird mit Gefängnis bestraft.

Falls die Agitation bzw. Propaganda dem Interesse des litauischen Staates oder der litauischen Nation grossen Schaden zufügen kann, dann wird der Schuldige mit Zuchthaus bestraft.

16.

Wer eine erfundene oder entstellte Nachricht über die Tätigkeit eines Organs der Staatsregierung oder einer staatlichen Behörde verbreitet oder öffentlich behauptet, wird, wenn dieses ihre Autorität ver-
letzt, mit Gefängnis bestraft.

17.

Wer eine Druckschrift herausgibt, deren Herausgabe der Regierung verheimlicht wird, oder die Herausgabe einer von der Regierung verbotenen oder in ihrem Erscheinen unterbrochenen periodischen Druckschrift fort-
setzt bzw. eine solche Druckschrift unter neuer Benennung herausgibt,
die als Fortsetzung der von der Regierung verbotenen oder in ihrem Er-
scheinen unterbrochenen periodischen Druckschrift angesehen werden kann,
wird mit Gefängnis bestraft.

Mit derselben Strafe wird auch derjenige bestraft, der eine solche Druckschrift verbreitet, ferner auch, wer eine solche Druckschrift hält,
falls das Halten dieser Druckschrift dem Interesse des litauischen Staates oder der litauischen Nation schaden kann.

18.

Wer eine Druckschrift verbreitet, deren Einfuhr aus dem Auslande verboten ist, wird ebenso wie der, der eine solche Druckschrift hält,
mit Gefängnis bestraft, wenn das Halten dieser Druckschrift das Interesse des litauischen Staates oder der litauischen Nation schädigt.

19.

Der Herausgeber und der Redakteur einer Druckschrift, die ganz oder zum Teil mit ausländischen Mitteln, Subsidien oder einer anderen materiel-
len Unterstützung herausgegeben wird, werden, wenn dadurch die Richtung der Druckschrift gegen das Interesse des litauischen Staates oder der litauischen Nation beeinflusst werden kann, jeder mit einer Geldstrafe
bis zu 20.000 Lit oder Gefängnis bestraft.

9.

Ein Beamter, oder ein Angestellter des Staates, seines autonomen Gebiets oder einer öffentlich-rechtlichen Organisation, welcher das Staatsgesetz nicht durchführt, indem er seine Autorität verneint, wird mit Gefängnis oder Zuchthaus bis zu vier Jahren bestraft.

10.

Ein Beamter oder Angestellter des Staates, seines autonomen Gebiets oder einer öffentlich-rechtlichen Organisation, welcher die Forderung (Verfügung) eines kompetenten Regierungsorgans nicht durchführt, wird, wenn dieses das Interesse des litauischen Staates schädigt, mit Gefängnis oder Zuchthaus bis zu vier Jahren bestraft.

11.

Ein Beamter oder Angestellter des Staates, seines autonomen Gebiets oder einer öffentlich-rechtlichen Organisation, der sein Amt in der Weise ausnutzt, dass dadurch der Standpunkt oder der Wille eines anderen in einer öffentlichen Angelegenheit gegen das Interesse des litauischen Staates oder der litauischen Nation beeinflusst werden kann, wird mit Gefängnis bestraft.

12.

Wer seine wirtschaftlichen Beziehungen ausnutzt, einen materiellen Nutzen verspricht bzw. gewährt oder betrügerischen, körperlichen oder seelischen Zwang ausübt, um den Standpunkt oder Willen eines anderen in einer öffentlichen Angelegenheit gegen das Interesse des litauischen Staates oder der litauischen Nation zu beeinflussen, wird mit Gefängnis bestraft.

13.

Der Leiter einer Kredit-, Transport-, Versicherungs- oder eines anderen Handels- und kooperativen Unternehmens bzw. sein Bevollmächtigter, der seine Tätigkeit zu einer politischen Beeinflussung gegen das Interesse des litauischen Staates oder der litauischen Nation ausnutzt, wird mit Gefängnis oder Zuchthaus bis zu vier Jahren bestraft.

14.

Wer einen Aufruhr oder eine andere für den Staat gefährliche Unruhe anstiftet, wird mit Gefängnis oder Zuchthaus bestraft.

15.

Wer durch Wort, Schrift oder in anderer Weise agitiert oder eine

zuständigen Organs der litauischen Regierung Verhandlungen führt, Beratungen abhält oder sich in Verbindung setzt mit der Regierung eines fremden Staates, ihrer Organe bzw. Agenten oder mit einer öffentlich-rechtlichen Organisation des fremden Staates, ihrer Organe oder Agenten in Angelegenheiten des litauischen Staates, seines autonomen Gebiets oder einer öffentlich-rechtlichen Organisation, wird mit Gefängnis bestraft.

Wenn dieses jedoch das Interesse des litauischen Staates sehr schädigt, dann wird der Schuldige mit Zuchthaus bestraft.

6.

Ein litauischer Staatsbürger, welcher einer ausländischen Organisation angehört, deren Ziele und Tätigkeit mit dem Interesse des litauischen Staates oder der litauischen Nation (Volk) nicht in Einklang gebracht werden können, oder welcher sich mit einer solchen Organisation in Verbindung setzt, wird mit Gefängnis bestraft.

Wenn dieses jedoch das Interesse des litauischen Staates oder der litauischen Nation (Volk) sehr schädigt, dann wird der Schuldige mit Zuchthaus bestraft.

Mit denselben Strafen und aus denselben Gründen wird auch derjenige litauische Staatsbürger bestraft, der eine solche Handlung begeht während seines Aufenthalts im Auslande, ferner auch derjenige litauische Staatsbürger, der bei seinem Aufenthalt in Litauen für eine solche Organisation tätig ist.

7.

Personen, die eine solche Organisation in Litauen leiten, die einer ausländischen Organisation angehört, deren Ziele oder Tätigkeit mit dem Interesse des litauischen Staates nicht in Einklang stehen, oder die sich mit einer solchen ausländischen Organisation in Verbindung setzen, werden mit Zuchthaus bestraft.

Personen, die einer solchen litauischen Organisation angehören, werden mit Gefängnis bestraft.

8.

Ein litauischer Staatsbürger, der ohne Genehmigung des Landeschutzministers in den Militärdienst eines fremden Staates eintritt bzw. sein Versprechen gibt, in den Militärdienst des fremden Staates einzutreten, wird mit Gefängnis oder Zuchthaus bis zu vier Jahren bestraft.

Das Gesetz zum Schutz von
Volk und Staat.

Der Wortlaut.

Das Gesetz zum Schutz von Volk und Staat, dessen wichtigste Bestimmungen wir bereits gestern veröffentlicht haben, ist in Nr. 437 der "Vyriausybės žinios" (Staatsanzeiger der Republik Litauen) mit dem Datum vom 8. Februar veröffentlicht worden. Nach der von uns vorgenommenen verbindlichen Übersetzung hat dieses Gesetz den folgenden Wortlaut:

1.

Wer die litauische Nation (Volk) oder den litauischen Staat beleidigt oder verächtlich macht, wird mit Gefängnis oder Zuchthaus bis zu vier Jahren bestraft.

2.

Wer das Hoheitszeichen des litauischen Staates - Vytis -, die nationale, staatliche oder militärische Fahne Litauens oder eine andere Sache, wegen ihrer symbolischen Bedeutung für die litauische Nation oder für den litauischen Staat zu schätzen und zu ehren würdig sind, beleidigt oder verächtlich macht, wird mit Gefängnis oder Zuchthaus bis zu vier Jahren bestraft.

3.

Wer die staatliche Treue (Zuverlässigkeit) der litauischen Staatsbürger, ihre staatliche Einheit oder Widerstandskraft oder das Volksbewusstsein der Litauer unterdrückt und schwächt, wird mit Gefängnis bestraft.

Wenn dieses ein Beamter oder Angestellter des Staates, seines autonomen Amtes tut, so wird er mit Gefängnis oder Zuchthaus bis zu vier Jahren bestraft.

4.

Ein litauischer Staatsbürger, der im Auslande Unterstützung gegen den litauischen Staat sucht und in eine Beziehung mit dem Auslande tritt, welche er seine Pflicht zur staatlichen Zuverlässigkeit (Treue) verletzt wird mit Zuchthaus bestraft.

5.

Ein litauischer Staatsbürger, der ohne Vollmacht oder Genehmigung

寫送先

會文人文情條通歐亞
計書事化報約商米細亞

次大臣
官集

電信課長

大關

昭和9

九四四八

九暗

巴里
本省

七日後發
五月八日前着

條三

廣田外務大臣

佐藤大使

第二六六號

四月三十日佛國外務省國際聯盟事務局「デユロン」參事官ノ求メニ
依リ館員往訪シタル處同參事官ハ五月中旬聯盟理事會壽府ニ開催ノ
際「メイメル」條約署名國タル日英佛伊四國專門家ノ會合ヲ同地ニ
開キ本年二月八日「リスアニア」ノ公布シタル國家及國民ノ安全ニ
關スル法律ト「メイメル」條約トノ關係ニ付研究スルコトト致度キ
趣（尙客年十月二十三日附機密聯本公第四二〇號貴大臣宛伊藤局長
代理報告ノ問題モ併セ研究スル由）ヲ以テ我方專門家ノ參加方ヲ求
ムル處アリタル趣ナリ就テハ右會合ニハ横山ヲ出席セシムルコト然
ル可シト認メラルル處何分ノ儀至急御同電ヲ請フ
壽府、英、獨、伊へ轉報セリ

出

セ

外務省

外務省

B-0270

電信課長

大臣

次官

亞細亞 歐米 通商 條約 情報 文化 人事 文書 會計

寫送先

昭和9.13

九七七九 暗

巴里 本省

十二日後發
五月十三日前着

條三

廣田外務大臣

第二七八號

佐藤大使

貴電第一二五號ニ關シ（「メーメル」條約ニ關スル專門家會合ノ件）
御來示ノ趣館員ヲシテ「デュロン」參事官ニ申入レタル處同氏ハ帝
國政府ノ御意見ハ一應御尤ナルモ本件ハ差當リ理事會ニハ關係無ク
「メーメル」條約署名國間ノ同條約解釋問題ニ止マリ從テ署名國ノ
一タル日本ニ於テ本件專門家會合ニ參加セラレサルニ於テハ他署名
國トシテ甚タ困難ナル立場ニ陷ルベキニ付專門家ヲ出席セシメラル
ル様重ネテ本國政府ヘ申入レラレ度旨依頼アリタル趣ナリ然ル處客

外務省

年十月同種會合ニ伊藤次長出席シタル前例モアリ單ニ將來理事會ノ
問題トナリ得ル可能性アルコトヲ理由トシテ本件專門家會合ニ參加
セサルコトハ「メーメル」條約署名國タル我方ノ地位並ニ他署名國
ノ立場ニ及ボス影響ニ鑑ミ聊カ不穩當ト認メラルルニ付本件カ理事
會ノ問題ニ迄發展スル如キ場合ハ別問題トシ目下ノ狀勢ニ於テハ本
件會合ニ參加スルコト然ルヘク何分ノ儀御回電アリ度シ
壽府、英、獨、伊ヘ暗送セリ

外務省

B-0270

5

電信課長 柴田

大臣

次官

亞細亞 歐 通 條 情 文 人 文 會 米 調
約 報 化 事 書 計 査

寫送先

(分) 2 1 7 2 6 4 0 3 5

昭和9 一三七九〇

7暗 11

伯林 本省

十日後發 七月十一日前着

歐、條

廣田外務大臣

永井大使

第一四三號

十日求ニ依リ外相ヲ往訪シタル處外相ハ獨逸政府ハ「メーメル」ニ關シ「メーメル」條約締結四箇國ノ注意ヲ喚起スルコトナリ東京於テモ獨逸大使ヨリ右ニ關シ「ノート」ヲ日本政府ニ提出セリトテ右「ノート」寫ヲ手交シタル上元來獨逸ハ「メーメル」ニ關シテハ條約及「スタチュート」ノ正シキ適用ヲ求ムル以上ノ意嚮ヲ有セサル處近來「リスニア」ノ態度ハ益々條約及「スタチュート」ニ反スルモノアリ獨逸政府ハ是迄本件ハ地方的ニ解決シ得ヘキモノト

外務省

録件名「メーメル」條約締結問題關係件

信シ別段ノ措置ヲ執ラサリシモ遂ニ此ノ上事態ヲ惡化セシメサル爲措置ノ必要ヲ認メ四箇國ノ注意ヲ喚起スルコトナリタルヲ以テ日本政府ニ於テモ篤ト研究セラレンコトヲ請フ旨述ヘ尙餘談トシテ「ナチ」政府トナリテ以來「メーメル」ニ於ケル獨逸人「ナチ」ノ態度モ挑發的ノモノアリタルハ之ヲ認メサルヘカラサルモ又一方四箇國モ餘リニ「メーメル」問題ヲ放置シ居リタル嫌アリト内話シタリ

外務省

B-0270

記録係
メーメル
録
昭和九年七月廿二日

電信課長
張

大臣

次官

昭和9 一四四八八 7.23 略
伯林
本省 七月廿二日前着
歐、情

廣田外務大臣

永井大使

第一五四號ノ一

寫送先

亞細亞 歐 通商 條約 文化 人事 文書 會計 米 調査

(B760, 3)

「メーメル」問題ニ關シ獨逸政府カ英、佛、伊及日本ノ注意ヲ喚起
セルニ關聯シ當國新聞ハ是等諸國ノ條約上ノ義務怠慢ヲ云爲シツツ
アル處十九日英國議會ニ於ケル答辯ニ於テ「エデン」カ獨逸ハ聯盟
理事國トシテノミ本件ニ關シ問題提起ノ權利アルモノナルコトヲ指
摘シタルニ對シ當國新聞ハ右主張ハ問題ノ本件ニ觸レストテ非難シ
居ル處殊ニ「フエルキツシャー、ベオプアハター」ハ「メーメル」
ノ「スタチュート」ヲ保障セル大國カ遲滯ナク之ニ關スル紛議ヲ解

外務省

決スヘキハ同保障組織ノ趣旨ナリト述ヘ(續ク)

外務省

B-0270

寫送先

電信課長
大臣
次官
亞細亞
歐
通商
條約
情報
文化
人事
文書
會計

電信課長

昭和9

一四四八七 7.23

伯林

七月廿二日前着

歐、情

廣田外務大臣

永井大使

第一五四號ノ二

又「ベルリナー、ターゲブラット」ハ「メーメル」條約締約國カ其ノ保障セル法律的事態ノ侵害ヲ防止スヘキ國際法上及道德乃至政治上ノ義務ヲ履行セサルニ對シテハ獨逸トシテ「メーメル」ニ於ケル出來事ニ依リ獨逸ノ東方國境ニ歐洲ノ平和ノ爲好マシカラサル事態カ生シ居ルコトヲ指摘セサルヘカラスト述ヘ更ニ「ベルリナー、ベルゼン、ツアイツング」ハ獨逸ハ割讓セシメラレタル「メーメル」地方ニ對シ援助ヲ與フヘキ理由ヲ有スト述ヘ居レリ
英ヘ暗送セリ

外務省

電信課長

大臣

次官

亞細亞
歐
通商
條約
情報
文化
人事
文書
會計
調查

寫送先

昭和9

8.13

一五六六〇乙

平

リガ 七月廿五日後發
本省 八月十一日後着

歐

廣田外務大臣

佐久間代理公使

郵第三五號

「客月二十八日「メーメル」總督ハ「同地域執政政府議長「シュライバー」及其ノ下ニ在ル執政政府員ノ國家ニ害アル團體タル Sozialistische Volksgemeinschaft(SOVOC)及 Christlich-Sozialistische Arbeitsgemeinschaft(C, S.A.)」ニ對スル行動態度ハ「リヌアニア」領域ノ保全ニ害アリト認ム」トノ理由ヲ以テ同議長ヲ免職シ大「リヌアニア」黨 Reichs 以後任ニ任シ新議長ハ執政政府員全部ヲ更迭シ大「リヌアニア」黨員ヲ以テ後任ニ當テタリ右ニ關シ當地獨系「リガシエ・ルンドンヤウ」紙

外務省

B-0270

ハ執政府議長ノ罷免ハ今回ヲ以テ二回トシ一九三二年ニBoettcher
事件アリタリ「メーメル」條約及「スタチユート」何レニ依ルモ總
督ハ議長ヲ罷免スル權利ナク「スタチユート」第十七條ニ依レハ議
會ハ其ノ信任無キ議長ニ依リ解散サレス議會ノ信任ナキ議長ヲ任命
スルヲ得ス又斯ノ如キ議長ハ職ニ留マリ得サルコトナリ居リ從テ
議長ハ議會ノ信任アル限リ職ニ留マリ得ル次第ナリ而シテ總督ハ其
ノ罷免權ヲ一九三二年ノ海牙仲裁判決ニ基クモノトシ居ル處何レニ
スルモ「スタチユート」第十七條ニ依レハ總督ハ議會ト執政府議長
トノ信任關係ヲ確ムル爲四週間内ニ議會ヲ招集スルヲ要スヘキモ議
會ハ先般來總督ノ命ニ依リ停會セラレ居ルニ依リ今次總督ノ措置ハ
獨逸側トノ間ニ問題ヲ生スヘシト論評セリ其ノ後七月十九日附總督

外務省

ノ要請ニ依リ議會ハ同二十七日招集セラルコトナレリ
ニ尙「シュライバー」罷免ニ關シ「リ」國半官通信ヲ説明スル所左
ノ如シ
前記兩政黨ハ一九三三年夏「ナチ」ヲ模倣シテ組織セラレタルモノ
ニシテ其ノ活動ハ獨逸側派遣員ニ依リ指導サレ武力ヲ以テ「メーメ
ル」ヲ「リ」國ヨリ奪取スルコトヲ目的トシ之カ爲武裝突撃團ヲ組
織シ又贈賄其ノ他ノ方法ニ依リ宣傳ヲ爲シ居レリ「リ」國當局カ兩
黨ヲ訴追シタル結果判明セル所ニ依レハ「メーメル」自治政府ハ同
黨ヲ取締ラサルノミナラス之ヲ是認シ部下官吏ヲ同黨ニ加入セシメ
自治政府官吏（警察官、林務官、司法官等ヲ含ム）ノ過半ハ黨員ト
ナリ居ル有様ナリ（執政府員ソ一名ハ實ニ自ラSoyos黨員也）多數學

外務省

B-0270

校ニ於テモ「ナチ」主義鼓吹サレ突撃團ヲ組織セルモノアリ「シユ
ライバート」ハ總督ノ要請ニ不拘反國家的ナル兩黨及之ニ加入セル官
吏（中ニハ反逆行爲アルモノモアリ）ニ對シ何等ノ措置ヲ執ラス從
テ同議長ハ「メーメル」於ケル反國家運動ヲ忍容セルノミナラス右
運動ニ好都合ナル事態作成ニ依リ之ヲ援助セルモノニシテ總督ハ國
家主權保持ノ爲他ニ手段ナキニ依リ同議長ヲ罷免セル次第ナリ
三次テ「メーメル」新政府ハ七月九日市長Brindlingerヲ「リスア
ニア」語ニ通セストノ理由ニ依リ罷免シ大「リスアニア」黨Simonalists
ヲ後任ニ任命シタルカ其ノ他行政簡易化、財政節約、「リ」語ニ通
セス「ナチ」派陰謀ニ參加等ノ理由ニ依リ多數ノ獨系官吏吏員ヲ罷
免シ其ノ數本年初ヨリノ分合計既ニ百六十名（官吏吏員ノ全數ハ約

外務省

八百）ニ達シ今後モ續々罷免セラルヘント報セラル又「メーメル」
ニ在ル「リスアニア」官公署（鐵道郵便稅關等）勤務「メーメル」
人約四百名中百七十五名ハ罷免サレ百三十五名ハ「リ」國內ニ轉勤
セシメラレタル由（何レモ本年初ヨリノ合計數ニ其ノ他「ナチ」陰
謀參加ノ理由ニ依リ逮捕サレタル獨系住民約百五十名アリ
四本年二月九日「リ」國政府ノ公布セル國民及國家保護法（獨逸側
ニ於テ「メーメル」獨系住民壓迫ノ基本ト認ムルモノ）ハ前議長「
ユライバート」カ議會ノ反對ヲ理由トシテ「メーメル」官報ニ掲載ヲ拒
メル爲未公布ノ儘トナリ居リシ處新政府ハ之ヲ六月三十日附官報ニ
公布シ「メーメル」ニ於テモ效力アルモノト爲シ七月十一日ニハ同
法ヲ改正シテ反國家的政黨ニ屬スル者ハ選舉權及被選舉權ナキコト

外務省

ト定メ該法ニ基キ翌十三日ニハ「メーメル」軍司令官ニ於テ前記
Sovog及C.S.A. Memelländische Landwirtschafsparteiノ三黨ヲ國家ノ安全ニ
害アルモノトシテ閉鎖シ又十九日ニハ前記Sovogニ屬スルノ理由ヲ
以テ議員八名（議會議長ヲ含ム）ノ選舉被選舉兩權ヲ褫奪シ來ル二
十七日招集ノ議會ニ出席不可能ト爲セリ（尙右三黨閉鎖ノ結果約一
萬五千ノ有權者即チ「メーメル」有權者總數ノ約四分ノ一ハ選舉被
選舉兩權ヲ喪失スヘシト）獨逸側ニ於テハ右ヲ以テ來ルヘキ議會ノ
定足數ヲ缺カシメ決議不能トナシ以テ新政府ヲ引續キ存續セシメン
トスル策動ト認メ居レリ以上ノ外獨紙ハ尙種々ノ「リ」國側條約違
反行爲ナルモノヲ列舉シ居レリ
五他方「メーメル」總督ハ七月十七日新聞會見ニ於テ其ノ執レル措

外務省

置ハ「メーメル」條約及「スタチュート」ノ何レノ點ニモ抵觸セサ
ル旨聲明セル趣ナリ
獨、英、佛、壽府ニ郵送セリ

外務省

極秘

電信課長 宗澤

大臣

次官

亞細亞 歐 通商 條約 情報 文化 人事 文書 會計 米 會 米 洲 査 査

寫送先

昭和9.28 一四八〇一 暗

リガ 本省

廿六日後發 七月廿七日前着

歐

廣田外務大臣

佐久間代理公使

第三六號（極秘）

本官着任以來ノ「メーメル」問題ノ經過ハ郵電第三五號ヲ以テ二十
六日郵報セルモ必要アラハ幾分長文ナルモ電報スヘキ處
一、要スルニ「リスアリヤ」側ニ於テハ條約上ノ權利ヲ極限迄或ハ極
限ヲ越エテ利用シ「メーメル」ヲ名實共ニ「リスアニヤ」化セント
努メ獨逸側ニ於テハ一度東部國境變改ノ時期至ラハ「メーメル」ノ
如キハ鎧袖一觸的ニ解決シ得ヘキモ夫迄ハ條約所定ノ權利主張及獨
系住民ノ保護ヲ爲スニ止ムルノ態度ヲ執リ居ルモノト認メラル

外務省

ニ我國ハ「メーメル」ニ對シ殆ント實質的利害關係ナク一方獨「リ」
双方ト友好關係ニアリ故ニ「メーメル」問題ニ付テハ我ヨリ發議ヲ
執ルコトナク意見表示ノ必要ニ迫ラルル場合ニモ獨「リ」双方ヨリ
提出スル資料ヲ法律的ニ審査判定スルト共ニ之カ表示ニ當リテハ中
立的立場ニアル英國（英獨關係ハ周知ノ通ニシテ又英カ「リ」國ニ
對シ相當ノ利害ヲ有スルハ最止調印セラレタル通商條約（往電第一
〇二號）ニ依ルモ明カナリ）ノ態度ヲ考慮セラルルヲ上策ト思考ス
獨ヘ轉電シ、英、佛及壽府ヘ暗送セリ

外務省

B-0270

電信課長

大臣
次官

亞細亞 歐米 通商 條約 文化 報 文 事 文 書 計 會 米 洲 調 査

寫送先

(分 8 7 6 0 3)

昭和 9 年 8 月 25 日

一六四三八 平

リガ 本省

一日發 八月廿三日着

歐

廣田外務大臣

佐久間代理公使

郵第二號

在電郵第三五號ニ關シ(「メーメル」問題)

「七月二十七日「メーメル」議會ハ「メーメル、スタチュート」第十七條ニ基キ總督ノ新ニ任命セル執政政府ノ聲明ニ對シ態度ヲ表明スル爲總督ニ依リ招集セラレタル處議員總數二十九名中出席セルハ解散サレタル農業黨五名(議長代理タル議會副議長及今次ノ失格者ノ補缺トシテ議員トナレル者一名ヲ含ム)人民黨五名、社會民主黨二名「メーメル」労働黨二名計十四名ニ過キス「リスアニ

外務省

「ア」黨ノ議員五名ハ反國家的政黨ニ屬スル議員ノ存スル限り議會ニ出席シ得ストノ理由ニ依リ缺席シ其ノ他ハ事故ニ依リ出席セス(獨紙ハ「リスアニア」側力農業黨ノ一領袖ヲ二十七日早朝拘留シ又「メーメル」労働黨ノ一議員ヲ議會ニ赴ク途上逮捕スル等妨害ヲ加ヘタルヤニ傳フ

ニ議長代理ハ開會ヲ宜シタル後國家保護法ニ基キ農業黨ニ屬スル議員六名(議會議長及黨首領ヲ含ム)カ失格セシメラレタルコト(右數ハ冒頭郵電所報ト異ル處六名ヲ正確ト認ム)及次點者ヲ補缺トシテ當選セシメントシタルモ開會(午後四時過)ニ先立チ午後三時十五分同法ニ基キ議員候補者二十二名(其ノ中ニハ失格議員六名ノ補缺者ヲ含ムト)カ議員タル權利ヲ喪失セシメラレタル次

外務省

B-0270

第ヲ述ヘ次テ出席議員數ヲ算ヘタル結果十四名ニシテ定足數二十名ニ足ラサルコトヲ確認シ會議ハ決議能力ナキモノトシテ停會ヲ宣セリ

三、「メーメル」議會ノ第一次定足數ハ前記ノ通り二十名ナルモ右定足數ヲ得サル場合ニ次ニ招集セラルヘキ會議ノ定足數ハ十五名ナル處第二次會議カ招集セラルルヤ否ヤ尙未定ナリ「メーメル」總督ハ議會カ「サボタージュ」セリトノ理由ニ依リ之ヲ解散セリトノ風説流布セラレタルモ七月三十日「リ」國當局ハ之ヲ打消シタリ以上ノ經緯ニ依リ「メーメル」新執政政府ハ議會第二次開催會議迄ハ少クトモ存續シ得ルコトトナレル次第ナリ

在獨、佛、英各大使及聯盟ヘ郵送セリ

外務省

電信課長

大臣

次官

亞細亞

歐米

通商

條約

情報

文化

人事

文書

會計

調査

寫送先

昭和9年9月22日

暗

巴里 本省

二十日後發
八月廿一日前着

歐

廣田外務大臣

第四三一號

三谷代理大使

「リガ」發本省宛郵第三五號ニ關シ（「メーメル」問題）

在當地英國大使館ヨリ十八日附當館宛「ノート」ヲ以テ本國政府訓令ニ依ル趣ヲ以テ要領左ノ通り申越セリ

議長「シュライバー」ノ罷免ハ一九三二年八月ノ國際司法裁判所判決ノ趣旨ニ合致スルヤ否ヤ判然セサルニ依リ「メーメル」條約署名國全部共同シテ「リスティア」政府ニ委細ノ情報ヲ請求スルコト然ルヘシト思考スル處帝國政府ハ右其尙措置ニ參加セラルヘキヤ承知

外務省

B-0270

シ度シ尙佛國、伊國兩國政府ニモ同様提議セリ
ニ右ニ對スル回答振リ御同電ヲ請フ
英、獨、「ラトビア」へ轉電シ伊及壽府へ郵報セリ

外務省



電信課長

大臣

次官

亞細亞

歐米

通商

條約

情報

文化

人事

文書

會計

米洲

寫送先

(分類) 門 第 6 項 日 子

昭和9 8.24 一六三八二 暗

リガ 本省

八月廿三日着

歐

廣田外務大臣

佐久間代理公使

郵第三號

往電郵第二號ニ關シ(「メーメル」議會招集ノ件)

一日當地露字紙「セウオドニア」主筆「ガンフマン」(當地倫敦「タイムス」通信員「アーチ」ト共ニ露國通トシテ知ラレタル者)ハ本官ニ對シ自分ハ「メーメル」ニ相當期間滞在親シク事情ヲ見聞シタルコトアル處其ノ際ノ印象ニ依レハ「メーメル」條約總「スタチュート」ハ全ク同地ノ實情ニ即セサルモノニシテ一例ヲ舉クレハ「リニア」側銀行力「メーメル」農民ニ金利四分ニテ資金ヲ融通ス

外務省

B-0270

トセハ獨逸側銀行ハ直ニ二分ニテ融通シ又種馬ヲ賣却セントセハ「
ケーニヒスベルヒ」検査所ノ検査ヲ受クルヲ要スト言フカ如キ有様
ニテ住民ノ大多數ハ獨逸側ニ屬スル方蓋ニ有利ト考ヘ居レリトノ趣
旨ヲ語レリ右自體カ「メーメル」條約成立前ヨリ存セルモノナリヤ
將又其ノ後條約ノ缺陷ヲ利用セル獨逸側ノ工作ニ依リ生セルモノナ
リヤハ同人ニ於テモ明カナラサルカ如キモ「リ」國側ニ有利ナル一
見解何等御參考迄
英、佛、獨、壽府ヘ暗送セリ

外
務
省

B-0270

大島 辰
守 保 存 令
各 項 (字 一 行)
條 約 局
三
政
一
8760.3 81

機密 第五二八號	昭和九年八月二十二日	在佛	臨時代理大使 三谷隆信	外務大臣 廣田弘毅 殿	「マノル」執政府議長 羅免ニ關スル 英國大使館 覺	書送付ノ件	標記ノ件ニ關シ在當地英國大使館ヨリ申出次第ハ最ニ	電報ヲ以テ申進レタル處 右覺書寫一部送付ス
----------	------------	----	-------------	-------------	---------------------------	-------	--------------------------	-----------------------

歐亞局長
昭 和 九 年 九 月 拾 九 日 接 受
別紙添附

三
9.10.19
文書

在佛日本大使館

B-0270

(548/18/34)

COPIE

BRITISH EMBASSY

PARIS.

His Majesty's Embassy presents its compliments to the Imperial Japanese Embassy and has the honour to inform them that His Majesty's Government have been considering with the closest attention the question of the dismissal of Dr. Schreiber from the Presidency of the Memel Directorate.

2. His Majesty's Government consider that the evidence at present available is insufficient to show whether or not the action of the Lithuanian Government in this matter is in accordance with the principles laid down by the Permanent Court of International Justice in 1932, when the Court defined the circumstances in which the Governor of Memel may dismiss the President of the Directorate, and that the Lithuanian Government should be asked to furnish the Powers signatory to the Memel Convention with a full statement of the facts which are alleged to justify their action according to those principles.

3. In the opinion of His Majesty's Government such a request would be the more effective if made by all the Signatory Powers in concert, and His Majesty's Embassy is desired to enquire whether the Imperial Government desire to be associated in any joint action taken by

The Imperial Japanese Embassy,
PARIS.

2.-

the other Signatory Powers.

4. A similar representations has been made to the French Government and to the Italian Government.

August 18th, 1934.

B-0270

電信寫

昭和9

平

リガ

本省 八月廿三日 發

以

廣田外務大臣

郵第二號

佐久間代理公使

往電郵第三五號ニ關シ「メーメル」問題」

「七月二十七日「メーメル」議會ハ「メーメル、スタチュート」第十七條ニ基キ總督ノ新ニ任命セル執政府ノ聲明ニ對シ態度ヲ表明スル爲總督ニ依リ招集セラレタル議員總數二十九名中出席セルハ解散サレタル農業黨五名（議長代理タル議會副議長及今次ノ失格者ノ補缺トシテ議員トナレル者一名ヲ含ム）人民黨五名、社會民主黨二名「メーメル」労働黨二名計十四名ニ過キス「リスアニア」黨ノ議員五名ハ反國家的政黨ニ屬スル議員ノ存スル限り議會ニ出席シ得ストノ理由ニ依リ缺席シ其ノ他ハ事故ニ依リ出席セス（獨紙ハ「リスアニア」側カ農業黨ノ一領袖ヲ二十七日早朝拘留シ又「メーメル」労働黨ノ一議員ヲ議會ニ赴ク途上逮捕スル等妨害ヲ加ヘタルヤニ傳フ

議長代理ハ開會ヲ宜シタル後國家保護法ニ基キ農業黨ニ屬スル議員六名（議會議長及黨首領ヲ含ム）カ失格セシメラレタルコト（右數ハ冒頭郵電所報ト異ル處六名ヲ正確ト認ム）及次點者ヲ補缺トシテ當選セシメントシタルモ開會（午後四時過）ニ先立ち午後三時十五分同法ニ基キ議員候補者二十二名（其ノ中ニハ失格議員六名ノ補缺者ヲ含ムト）カ議員タル權利ヲ喪失セシメラレタル次

B-0270

電信寫

定足數
廿二名
廿二名
廿二名

第ヲ連ヘ次テ出席議員數ヲ算ヘタル結果十四名ニシテ定足數二十
名ニ足ラサルコトヲ確認シ會議ハ決議能力ナキモノトシテ停會ヲ
宣セリ

三、「メーメル」議會ノ第一次定足數ハ前記ノ通り二十名ナルモ右定
足數ヲ得サル場合ニ次ニ招集セラルヘキ會議ノ定足數ハ十五名ナ
ル處第二次會議力招集セラルルヤ否ヤ尙未定ナリ「メーメル」總
督ハ議會カ「サボタージュ」セリトノ理由ニ依リ之ヲ解散セリト
ノ風説流布セラレタルモ七年三十日「リ」國當局ハ之ヲ打消シタ
リ以上ノ経緯ニ依リ「メーメル」新執政府ハ議會第二次開催會議迄
ハ少クトモ存続シ得ルコトナレル次第ナリ
在獨、佛、英各大使及聯盟ヘ郵送セリ

B-0270

條約局

第三課

昭和九年九月拾壹日

普通第三三號

昭和九年八月十八日

込綴

在ラトヴィア

臨時代理公使 佐久間信



三
9.9.12
文書

歐亞局

外務大臣 廣田弘毅殿

「メーメル問題」ニ関スル件（独系傭人解傭問題）

本件函シ八月十六日附「メーメル」ダンボート紙ハ左記要旨ノ記事掲載セル付何等御参考迄右茲ニ報告ス

記

「メーメル」地域執政府ハ自治公共施設、自治行政及公法團體一切ノ傭員（Angestellte）ニ對シ本年八月

在ラトヴィア日本公使館

十五日迄、解傭告知ヲ為サル（ヤコトヲ定メタリ）又郡ノ傭員ニ對シテも執政府ノ名ニ於テ解雇告知ヲ為スヘキコトヲ郡長ニ命ジタリ

執政府決定ニ依リテ右解傭告知ノ傭人解傭及人数ヲ審査シ必要ニ依リテ之ヲ減少シ且合理的ニ定ム尚又國家機關及地方官署、反國家的政黨ニ属シタル者又ハ反國家的活動ヲ為シタル者ヲ傭人中ヨリ除クコトヲ要約トス

本信ニ寫送付先

在独、英、佛各大使

在露府局長

在ラトヴィア日本公使館

B-0270

條三ノ
本報

機密公第五二八號

昭和九年八月二十二日

在佛臨時代理大使 三谷隆信

外務大臣 廣田弘毅

「ノメル」執政府議長罷免ニ關スル英國大使館覺書送付ノ件

標記ノ件ニ關シ在當地英國大使館ヨリ申出ノ次第ハ茲ニ電報ヲ以テ申進ジタル處右覺書寫一部送付ス

歐亞局第三課

印

ナートン
は

外務省

(548/18/34)

BRITISH EMBASSY

PARIS.

His Majesty's Embassy presents its compliments to the Imperial Japanese Embassy and has the honour to inform them that His Majesty's Government have been considering with the closest attention the question of the dismissal of Dr. Schreiber from the Presidency of the Memel Directorate.

2. His Majesty's Government consider that the evidence at present available is insufficient to show whether or not the action of the Lithuanian Government in this matter is in accordance with the principles laid down by the Permanent Court of International Justice in 1932, when the Court defined the circumstances in which the Governor of Memel may dismiss the President of the Directorate, and that the Lithuanian Government should be asked to furnish the Powers signatory to the Memel Convention with a full statement of the facts which are alleged to justify their action according to those principles.

3. In the opinion of His Majesty's Government such a request would be the more effective if made by all the Signatory Powers in concert, and His Majesty's

The Imperial Japanese Embassy,
PARIS.

- 2 -

Embassy is desired to enquire whether the Imperial Government desire to be associated in any joint action taken by the other Signatory Powers.

4. A similar representations has been made to the French Government and to the Italian Government.

August 18th. 1934.

B-0270

キロクハ

レ歐亞局

普通第三九號

昭和九年八月二十三日

在ラトヴィア

臨時代理公使 佐久間 信



外務大臣 廣田弘毅殿

「メーメル」独系政党首領ニ對スル豫審終結ノ件

本件ニ関シ八月二十二日「メーメラ」・「ダンプロート」紙ハ「リスピア」
政府通信発表トシテ大要左ノ記事ヲ掲載セリ

新聞紙上 *Storg* 及 *C.S.A.*ト称セラル、反國家的政
党 *Sozialistische Volksgemeinschaft* 及 *Christlich-
sozialistische Arbeitergemeinschaft*ニ對スル豫

在ラトヴィア日本公使館

記録係「メーメル」歸屬可題二件

昭和九年九月十日接獲



審ハ終結シ書類ハ軍事裁判所検事局ニ送致セラレ
タリハ「ハ」訴狀ハ「カ」ウナ「ミ」テ起草セラレシ *Justiz-
wachmeister* *Justiz*ニ因スル政治的殺害事
件モ亦本裁判ニ併合セラレシ云々
本件豫審ハ本年二月十一日開始セラレタルカ其後容易ニ
終結セサルヲ獨斷ヨリ之カ遅延ニ付種々攻駁ヲ受ケ
タルモノナリ

本信寫送付先

在独英佛各大使、在土事村局長

在ラトヴィア日本公使館

B-0270

外務省第二課

普通第一四九號

昭和九年八月三十一日

在ラトヴィア

臨時代理公使 佐久間 信

外務大臣 廣田弘毅殿

「ウイルナ」ニ對スル「リスアニア」側態度ニ關スル件

八月二十七日「リスアニア」政府機關紙「リエトヴォス、アイダズ紙ハ「全「リスアニア」ハ「ウイルナ」ニ對シ憶ル」ナル標題ノ下ニ八月二十六日全「リスアニア」ニ於テ行ハレタル「リスアニア」軍「ウイルナ」占領十五年記念祭ニ關スル記事ヲ大々的ニ報道シタル處右ニ依レハ首都「カウナス」ニ於ケル催シ特ニ盛大ニシテ大統領「スメトナ」其ノ他政府代表者祭典ニ參加シ多數ノ演説者ハ「ウイルナ」ヘノ再度且終局的進軍」ノ必要ナルコトヲ高調シ「ウイルナ」ハ「リスアニア」ニ取り獨人ニ對スル伯林、波蘭人ニ對スル「ワルソー」、伊人ニ對スル羅馬及希臘人ニ對スル「アテネ」ト同

條三八
解

外務省

9.9

様ノ意義アルモノナルコトヲ主張シ全「リスアニア」ハ同日「ウイルナ」再占領ノ信念ニ燃エタリトノコトナリ

本信寫送付先

在獨大使、在波蘭公使

外務省

9.9

B-0270

普通第一六九號

昭和九年九月十日

在ラトヴィア

臨時代理使 佐久間信



外務大臣 廣田弘毅殿

「メーメル」地域議會会再開件(復々定足数欠缺)

八月一日発往電郵第二號ニ因シ九月七日當地「リガ」ニモ「メーメル」紙ハ左様旨ノ「リガ」ニ發(九月七日)同紙特別通信ヲ掲載セリ

九月六日十五時三十分開会ト定メ「メーメル」ライプスギース執政府ノ「メーメル」ニ於テ決定ヲ目的トスル「メーメル」議

在ラトヴィア日本公使館

27.6.0.3

修三 (本附)

大島 修三

記録簿「メーメル」ニ於テ第一六九號
昭和九年九月十日
修三 9.10.1 文書

會議期滿リ決議能力欠缺ニ至ラザリキ右會議ニ十八名ノ独系議員出席シ六名ノ独系議員ハ開会ノ直前警察ニ召喚セラレ議員シテ資格剥奪セラレタル旨中波サレタリ
ハ會議ニ出席セズ會議ノ定足数ハ二十名以上ナルニ依リ出席セル十八名ノ議員ハ何等ノ決議ヲ為スニトラ得ザリキ
「メーメル」ライプスギース「メーメル」ニ於テハ十五名ノ議員即チ絶対多數ニ依リ署名セラレタル宣言書ヲ開会ノ直後朗讀セリ右宣言書ニ於テハ議會ノ多數黨ハ「ライプスギース」執政府ヲ絶対ニ信任セサルハ有確言セラレタリ
議會議長「フツニキース」ハ執政府カ自己ヨリ議會院内規律權(Hausrecht)ヲ奪ハルニ對シ抗議ヲ表明シ直ニ議會ヲ閉會ヲ宣セリ
次ノ會議

在ラトヴィア日本公使館

B-0270

カ何時招集セラルキハ不明ナリ

本信寫送付先

在、独、英、佛、各大使及海軍局長

在ラトヴィア日本公使館

B-0270

普通第一六九號

昭和九年九月十日

在ラトウイア

臨時代理公使 佐久間信

外務大臣 廣田弘毅殿

「メーメル」地域議會再開ノ件（復々定足數欠缺）

八月一日發往電郵第二號ニ關シ九月七日當地「リガシエ、ルンドシヤウ」紙ハ左ノ趣旨ノ「カウナス」發（九月七日）同紙特別通信ヲ掲載セリ

九月六日十五時三十分開會ト定メラレタル「ライスギース」執政府ノ聲明ニ對スル態度決定ヲ目的トスル「メーメル」議會豫期ノ通り決議能力欠缺ノ爲成立スルニ至ラサリキ右會議ニハ十八名ノ獨系員出席シ六名ノ獨系議員ハ開會ノ直前警察ニ召喚セラレ議員タル資格剝奪セラレタル旨申渡サレタリ、「リスアニア」系議員五名ハ會議ニ出席セス會議ノ定足數ハ二十名以上ナルニ依リ出席

外務省

0.9

セル十八名ノ議員ハ何等ノ決議ヲ爲スコトヲ得サリキ「メーメル」レンデイツシエ、オオルクスバルタイ」ノ一議員ハ十五名ノ議員即チ絶對多數ニ依リ署名セラレタル宣言書ヲ開會ノ直後朗讀セリ右宣言書ニ於テハ議會ノ多數黨ハ「ライスギース」執政府ヲ絶對ニ信任セルヘキ旨確言セラレタリ、議會議長「ワツシユキース」ハ執政府力自己ヨリ議會院内規律權（*Household*）ヲ奪ヘルニ對シ抗議ヲ表明シ直ニ停會ヲ宣セリ次ノ會議カ何時招集セラルヘキヤハ不明ナリ

本信寫送付先 在、獨、英、佛、各大使及壽府局長

外務省

0.9

B-0270

條三

普通第一七八號

昭和九年九月十三日

在ラトウイア

臨時代理公使 佐久間信

外務大臣 廣田弘毅殿

「バルト、アンタント」條約署名ノ件

往電第五六號及九月六日附普通第一六三號往信ニ關シ「バルト、アンタント」條約獨譯文「九月十三日」「リガシエ、ルンドシヤウ」紙切抜「一葉別添送付ス尙九月十一日」「リスアニア」政府通信「エルタ」ハ同條約中所謂特殊事項除外問題ニ關シ左ノ趣旨ヲ發表セリ何等御參考迄申添フ

「ウイーン」外國通信社ノ報道ニ依レハ里賀ニ於テ「バラフエ」セラレタル「バルト、アンタント」條約ハ「ウイールナ」及「メーメル」問題ニ關スル特別條項ヲ包含ストノ趣ナルカ我社力信頼スヘ

外務省

B-0270

キ筋ヨリ聞ク所ニ依レハ特殊問題ニ關スル條項ハ「ウィルナ」問題ニノミ關スルモノナリ蓋シ「メーメル」問題ナルモノ存セサル故右以外ニ解シ得サレハナリ右ハ何等理由ナク且現存諸條約ニ反シテ右問題ヲ國際的市場ニ將來サントスル外部ヨリノ努力ニ外ナラサルナリ

本信寫送付先 在獨大使

外務省

- 2 -

Generalsekretär des Auszenministeriums Herrn
Wilhelm Munters,

der Präsident der Republik Litauen - Seine
Exzellenz den Herrn Aussenminister Stashes Losoraitis,
die ihre Vollmachten vorgewiesen haben, welche
in guter Ordnung befunden wurden, und sich über
folgendes einig geworden sind:

Artikel 1.

Um ihre Friedensbestrebungen in Uebereinstimmung
zu bringen, verpflichten sich alle drei Staaten, sich
in denjenigen aussenpolitischen Fragen, die von
gemeinsamer Bedeutung sind, zu verständigen und
einander in ihren internationalen Beziehungen
gegenseitige politische und diplomatische Hilfe zu
erweisen.

Artikel 2.

Zu dem in Artikel 1 genannten Zweck beschliessen
die Hohen Vertragschliessenden Parteien, periodische

外
務
省

9.9

Verständigungs- und Zusammenarbeitsvertrag
zwischen Estland, Lettland und
Litauen.

Der Präsident der Republik Estland, der
Präsident der Republik Lettland und der Präsident
der Republik Litauen haben,

in Erkenntnis der Notwendigkeit der Fortentwickl-
ung der Zusammenarbeit zwischen den drei Staaten und
im Interesse der Förderung der engeren Verständigung
unter den baltischen Staaten, und

mit dem festen Vorsatz, die Aufrechterhaltung
und Festigung des Friedens zu fördern und ihre
Aussenpolitik im Geist des Völkerbundpaktes in
Uebereinstimmung zu bringen,

fest beschlossen, einen Vertrag abzuschliessen
und zu diesem Behuf zu ihren Bevollmächtigten zu
ernennen:

der Präsident der Republik Estland - Seine
Exzellenz den Herrn Aussenminister Julius Seljama,
der Präsident der Republik Lettland - den

外
務
省

9.9

B-0270

- 4 -

Die in Art. 1 und 2 des am 17. Februar 1934 zwischen Lettland und Estland behufs Organisation des Bündnisses unterzeichneten Vertrages vorgesehenen periodischen Konferenzen der Aussenminister Lettlands und Estlands werden, für die Dauer der Geltung des vorliegenden Vertrages, durch obengenannte Konferenzen ersetzt.

Artikel 3.

Die Hohen Vertragschliessenden Parteien erkennen an, dass es spezifische Probleme gibt, die eine einheitliche Stellungnahme zu diesen Problemen erschweren. Sie kommen überein, diese Probleme als Ausnahmen aus den in Artikel 1 des vorliegenden Vertrages vorgesehenen Verpflichtungen zu betrachten.

Artikel 4.

Die Hohen Vertragschliessenden Parteien werden sich bemühen, alle Fragen, die ihre Interessen in Gegensatz zueinander bringen könnten, auf friedlichem Wege und im Geist von Recht und Gerechtigkeit zu

外
務
省

9. 9

- 3 -

Konferenzen der Aussenminister aller drei Staaten zu gründen, die regelmässig, mindestens zweimal im Jahr, abwechselnd auf dem Territorium der drei Staaten, stattzufinden haben. Auf Verlangen einer der Hohen Vertragschliessenden Parteien und auf Grund gemeinsamer Vereinbarung können in einem der drei Staaten oder ausserhalb ihres Territoriums auch ausserordentliche Konferenzen abgehalten werden.

Bei den Konferenzen präsidiert jeweils der Aussenminister desjenigen Staates, auf dessen Territorium die Konferenz stattsindet; tritt die Konferenz jedoch ausserhalb des Territoriums der drei Staaten zusammen, so präsidiert der Aussenminister desjenigen Staates, auf dessen Territorium die letzte Konferenz stattgefunden hat.

Der im Amt befindliche Vorsitzende hat für die Erfüllung der von der Konferenz gefassten Beschlüsse zu sorgen, nötigenfalls wird er beauftragt, die Realisierung dieser Beschlüsse auf dem Gebiet der internationalen Beziehungen zu überwachen.

外
務
省

9. 9

B-0270

- 6 -

lieszen: ein solcher Anschluss kann nur auf Grund gemeinsamer Uebereinkunft aller Hohen Vertragsschliessender Parteien erfolgen.

Artikel 8.

Dieser Vertrag ist zu ratifizieren. Er tritt mit der Deponierung der Ratifikationsurkunden, die in Riga zu geschehen hat, in Kraft. Die Regierung Lettlands wird allen übrigen Hohen Vertragsschliessenden Parteien eine Abschrift des Deponierungsprotokolls überreichen.

Artikel 9.

Dieser Vertrag bleibt zehn Jahre lang in Kraft. Falls nicht eine der Hohen Vertragsschliessenden Parteien den Vertrag ein Jahr vor seinem Ablauf kündigt, so verlängert er sich automatisch und läuft dann ein Jahr nach einer Kündigung durch eine der Hohen Vertragsschliessenden Parteien ab.

In Bescheinigung dieses unterzeichnen die obengenannten Bevollmächtigten den Vertrag und bekräftigen dieses mit ihrem Siegel.

外
務
省

9. 9

- 5 -

regeln, wobei sie das in möglichst kurzer Zeit zu tun suchen werden; sie kommen überein, untereinander über Verträge zu verhandeln, die der Erreichung dieses Zieles dienlich sein könnten.

Artikel 5.

Alle drei Regierungen werden ihren diplomatischen und konsularen Vertretern im Auslande, sowie auch ihren Delegierten bei internationalen Konferenzen die Instruktion geben, einen angemessenen Kontakt zu schaffen.

Artikel 6.

Die Hohen Vertragsschliessenden Parteien verpflichten sich, beginnend mit diesem Augenblick, einander die Texte der Verträge zuzusenden, die zwischen einer von ihnen und einem oder mehreren dritten Staaten abgeschlossen werden.

Artikel 7.

Diesem Vertrag können sich dritte Staaten ansch-

外
務
省

9. 9

B-0270

- 7 -

Ansgesertigt in Genf, in drei Originalen, am 12.
September 1934.

W. Munters. I. Seljamaa. S. Losoraitis.

Deklaration.

Im Augenblid der Unterzeichnung des Vertrages
vom gleichen Tage deklarieren die Bevollmächtigten
Lettlands, Litauens und Estlands, dasz ihre
betreffenden Regierungen dafür sorgen werden, dasz der
solidarische. Geist der Verständigung und der
Freundschaft der drei Nationen in den betreffenden
Ländern sich verbreite und verallgemeinere; zu diesem
Behuf verpflichten sie sich, alle hierzu nützlichen
Schritte und Initiativen zu tun und zu fördern.

Ansgefertigt in Genf, in drei Exemplaren, am 12.
September 1934.

W. Munters. S. Losoraitis. I. Seljamaa.

外
務
省

9.9

B-0270

6

大島三六
多保存
修三三六

條約局三

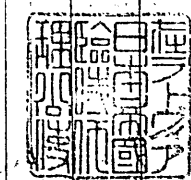
改二

普通一八六號

昭和九年九月十七日

在ラトヴィア

臨時代理公使 佐久間 信



外務大臣 廣田弘毅殿

「メーメル」執政府看枚其他「リスアニア」誌

便用方警察令中發布ノ件

九月八日「メーメル」紙ハ左記趣旨ノ記事

掲載セリ

「メーメル」執政府ハ左趣旨ノ看枚及「リスアニア」誌
「警察令」中「公布セリ」一切ノ公共的施設

在ラトヴィア日本公使館

三
9.10.13
文書

及企業ハ「メーメル」標札、看枚、ヒラレ及公告並
ニ商業、工業、手工業及類似「モノ」ハ「メーメル」市及郡ニ於テ
記「モノ」(註、標札看枚等)ハ「メーメル」市及郡ニ於テ
ハ「メーメル」完全ナル国誌「メーメル」市及郡ニ於テ
「メーメル」市及郡ニ於テハ「メーメル」市及郡ニ於テ
該文字ハ「メーメル」市及郡ニ於テハ「メーメル」市及郡ニ於テ
本年十月十五日迄ニ之ヲ実行スルヲ要シ地方
警察署ハ申請ニ依リ相当ノ期間延長ヲ許可
スルコトヲ得 本令中ニ違及スル者ハ他ノ法
律規定ニ依リ更ニ重ク処罰セラレサル限リ三百
七十五「リット」以下ノ罰金又ハ相当ノ拘禁ニ
処セラルシ

尚、係紙ハ右箇シ本令中ニ依リ「メーメル」市及郡ニ於テハ
在ラトヴィア日本公使館

B-0270

オセ七條
リスアラテ及獨逸
ハメメニ地城ニ於テ同
一地方ニ於テ公用
法ニテ承認セラルハ
シ

然る商業ノ全部ハ看取替ヲ要スノ右ハ相当ノ
費用ヲ要スルノミナラスメーメル任民ノ多數カリスアラテ
詔(殊ニ完全ナルリスアラテ語)ヲ解ヤサル結果非常
ナル困難ヲ醸スシ本件ハ独リスアラテ兩國ヲ同權利
ノモノト規定セルメーメルスタチニトノ新ナル侵害
ナリト主張セリ

本信寫送付先
在英、獨、佛各大使 及 貴府

在ラトヴィア日本公使館

B-0270

記録付メモの属する題図係
昭和九年九月九日 接収

普通 本公第六三。 號

昭和九年九月十八日

在壽府

兼 國際會議帝國事務局長代理
兼 總領事

横山 正

條約局

外務大臣 廣田 弘毅 殿

「メール」問題ニ關スル件

今般「メール」代議院副議長 Richard Meyer ヨリ當館宛「メール」地域ノ現状ニ關シ陳情書ヲ送付越シタリ右何等御参考迄ニ別便ヲ以テ茲ニ送付ス

本信寫送付先 在「ラトヴィア」公使

國際會議帝國事務局

(分類 B 760.3)

三條
9.10.23
文書

B-0270